

7) Le pas décisif sur la voie d'une planification de l'économie sera celui de la NATIONALISATION SANS INDÉLIMITÉ NI RÉPÂT des banques, des mines et des industries-clés. Nos sections dénonceront les "plans de nationalisation" des bourgeois libéraux et même des "socialistes", et "communistes" qui veulent infliger à une économie déjà paralysée le fardeau des indemnités. Cela est particulièrement odieux dans des secteurs de l'économie où les propriétaires ont déjà reçu des subventions couvrant plusieurs fois la valeur d'achat de leurs entreprises.

8) Nos sections élaboreront dans le délai le plus bref un programme de revendications transitoires pour la petite et moyenne paysannerie, selon les conditions propres de chaque pays. Elles mettront surtout l'accent sur la suppression des intermédiaires et la réadaptation des prix de gros, sur la lutte contre les trusts d'engrais, sur le crédit à bon marché et une répartition équitable de l'outillage agricole neuf entre les petits et moyens cultivateurs. Elles lanceront le mot d'ordre de "La terre à ceux qui la travaillent" et de l'abolition de toutes leurs dettes.

9) Nos sections élaboreront un programme de revendications transitoires pour la petite bourgeoisie côtière, en s'appuyant particulièrement sur les nouvelles classes moyennes (fonctionnaires, techniciens, employés) pour lesquels les revendications générales de tous les salariés sont valables. Quand à la couche des petits artisans et commerçants, dont la situation varie d'un pays à l'autre, mais ne cesse partout d'empirer, la lutte contre les frauduleuses manœuvres monétaires du capital financier, contre l'emprise des grands magasins et des trusts s'impose particulièrement.

10) Le mot d'ordre central de la période présente, condition indispensable à la réalisation de tous les autres, est celui du GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN. Nos sections poursuivront partout leur campagne pour ce gouvernement demandant aux partis ouvriers de rompre effectivement la coalition avec la bourgeoisie, de prendre le pouvoir, tout le pouvoir, et d'appliquer tout leur programme en s'appuyant sur l'organisation des masses dans les syndicats dans les comités d'usines, de quartiers, de village et dans les milices.

TACHES DANS LES PAYS OCCUPÉS PAR L'U.R.S.S. :

Dans la zone européenne occupée par l'Armée Rouge, nos sections, tout en luttant au premier rang, pour l'accomplissement complet de la réforme agraire et de l'étatisation de la grande industrie, des banques et des moyens de transport, ainsi que pour la réalisation de tous les mots d'ordre énumérés du point 2 au point 5 (2,3,4,5) réclament le droit de chaque peuple à disposer librement de soi-même. Elles s'opposent à l'intégration et à la fédération forcée d'autres peuples avec les peuples de l'URSS, elles réclament le libre développement du mouvement ouvrier dans ces pays, garanti par la libre constitution et le libre fonctionnement des partis ouvriers des syndicats et des soviets. Elles ne tolèrent la présence de l'Armée Rouge qu'en tant que force armée prolétarienne amie, ayant pour but de garantir contre l'imperialisme et contre les éléments réactionnaires nationaux l'accomplissement de la réforme agraire et l'étatisation des moyens de production sans entraver de quelque façon que ce soit le libre développement du mouvement ouvrier.

TACHES ORGANISATIONNELLES:

Nos sections, ayant vécu longtemps avant la guerre sur la base d'une politique générale, ensuite, pendant cette guerre, isolées des masses, inexpérimentées et plongées dans la plus stricte illegalité, trouvent aujourd'hui de grandes difficultés à rompre avec des conceptions et des méthodes d'organisation et d'action périmées: